

Fiscalité : et dire que certains croient que la politique d'Emmanuel Macron est libérale



"Le mois de janvier prochain est en effet celui auquel, (...), le peuple français goûtera au Prélèvement À la Source. Et même si on part du principe que tout se passera très bien, il n'en reste pas moins que beaucoup de contribuables découvriront cet hiver une fiche de paie sauvagement rabotée".

Avec
H16

La semaine qui vient de s'écouler en Macronie aura été riche de rebondissements subtils que la presse française, toujours au taquet pour regarder ailleurs et nous abreuver de ses non-analyses percutantes de périplaquisme, s'est bien gardée de regrouper pour nous aider à former une image plus claire de la situation actuelle. Pourtant, il y avait fort à dire.

Et si l'on oublie rapidement l'écume des jours sur laquelle la presse s'est focalisée avec application, des petits traverseurs de rue en quête de travail jusqu'aux nervis plus ou moins futés que le Sénat interroge entre deux inutilités législatives, on se retrouve avec une véritable giboulée de taxes ce qui, en cette saison, laisse présager d'un hiver particulièrement rigoureux.

Le mois de janvier prochain est en effet celui auquel, compte-tenu de l'obstination élyséenne, le peuple français goûtera au Prélèvement À la Source. Et même si on part du principe [que tout se passera très bien](#), il n'en reste pas moins que beaucoup de contribuables découvriront cet hiver une fiche de paie sauvagement rabotée.

Or, et c'est là que le tableau d'ensemble commence à prendre tournure, tous les ajustements et autres remises fiscales ne pourront mécaniquement intervenir que plusieurs mois (on parle de 18) *après* les ponctions opérées. Ce qui veut dire que, même si les calculs de Bercy sont à la fin parfaitement exacts et que tout le monde rentre gentiment dans ses frais comme il faut, les Français vont participer *volens nolens* à une grande opération « Fais De La Trésor Pour L'État » dont tout indique qu'elle va picoter un peu.

Dans le même temps, tous les autres services de Bercy qui ne sont pas encore mobilisés à la refonte de l'impôt sur le revenu travaillent maintenant d'arrache-pied sur les innovations, ajustements et autres modifications de taxes que le gouvernement a annoncés ces derniers jours. Il y a de quoi faire.

Ainsi, plus question de vendre son matériel d'occasion tranquillement sur internet [tout devra être déclaré](#), normé, suivi, pisté et finalement fiscalisé.

Bien évidemment, le projet permet de présenter cette nouvelle myriade de réglementations comme le simple désir de taxer proprement les méchants professionnels qui tenteraient de se soustraire à l'obole publique obligatoire. Ceux qui comprennent comment fonctionne l'État français savent pertinemment qu'en pratique, cela se traduira par une nouvelle avoinée des contribuables, tous confondus, professionnels ou non (ces derniers se voyant violemment requalifiés dès qu'il s'agira d'aller renflouer les caisses).

Ainsi, la redevance audiovisuelle qui imposait jusqu'alors de supporter financièrement des monuments télévisés comme Louis La Brocante ou Plus Belle La Vie [va être étendue](#) à tous les supports se rapportant vaguement à la télé. Autrement dit, la simple possession d'un appareil permettant de voir des images animées (mêmes floues, mêmes mal cadrées) sera prétexte à une violente taxation pour assurer au service public sa capacité de continuer à produire ses merdes improbables et de payer la clique néfaste qui s'y ébroue dans des petits cris de jouissance malsains.

Ainsi les carburants continuent-ils de voir [leurs prix grimper beaucoup, beaucoup plus vite](#) que les coûts des matières premières. Le tabassage véritablement épileptique du gouvernement sur les automobilistes classe maintenant la possession d'une voiture dans la catégorie du luxe ostentatoire. Bientôt, rouler en Doblo ou en Twingo sera considéré comme un privilège de gros bourgeois et fera froncer les sourcils de tout le clergé républicain, depuis les journalistes jusqu'aux militants écolos.

Notons au passage que les entreprises industrielles consommatrices de gazole ne sont pas plus épargnées [leurs rares avantages fiscaux vont disparaître aussi](#). Tant qu'à flanquer le pays dans l'ornière, autant s'assurer que ses entreprises y soient précipitées aussi. Égalité, taxes, bisous, tout ça.

Ainsi, l'impôt sur [la mort] pardon les successions a-t-il subi une intéressante passade de la part de Castaner, Délégué général de LREM, commissionné pour tâter le terrain à ce sujet. Comme tout vendeur de saucisses fiscales, notre ami « en marche » aura donc tenté de faire comprendre qu'une [nouvelle bordée de ponctions](#) était nécessaire pour assurer une nouvelle louchée de bonheur citoyen. La levée de boucliers déclenchée aura permis à Macron, le vrai commanditaire de ces saucisses, de rapidement [désavouer son vendeur](#), permettant même au Président d'expliquer qu'on devait « arrêter d'emmerder les retraités ». Seuls les plus naïfs accorderont un peu de crédit à Macron pour une manœuvre aussi transparente.

D'autant que, dans la foulée, question « emmerdement » de retraités, la pédale de frein n'est toujours pas effleurée : alors que certains croyaient être à peu près tirés des griffes de Bercy en se réfugiant au Portugal (qui ne taxe pas les retraités français les dix premières années de leur expatriation), le Conseil [à la botte de l'] d'État [vient de remettre en cause](#) le principe de non-imposition française de ces retraités expatriés. Autrement dit, les retraités installés au Portugal ont tout intérêt à s'y faire imposer bien vite, au taux le plus bas possible, avant que Bercy ne vienne à nouveau têter goulûment à leur portefeuille.

Vous l'avez compris : en quelques jours, le tempo est donné est c'est celui d'une averse de mauvaises nouvelles fiscales qui s'abat sur le peuple. Tout est prétexte à taxation, amende, vexation fiscale et ponction supplémentaire. Un an après son arrivée au pouvoir, Macron relève avec brio le pari de faire effectivement pire que Hollande.

Certes, sa prestance naturelle le place heureusement au-dessus du clown précédent et lui permet encore de faire figure honorable lors des sommets internationaux. Mais le niveau était si bas que cela n'est plus un exploit, et ses trop nombreuses saillies idiotes ou à l'emporte-pièce, son cruel [manque de diplomatie](#) et ses frasques lui ont largement fait perdre de son lustre initial.

N'ayant en rien réussi à réformer le pays, n'ayant pas su utiliser l'élan de son élection pour remettre à plat tout ce qui nécessitait de l'être aussi vite que possible, il est maintenant condamné, comme Hollande avant lui et Sarkozy encore avant, à faire du sociétal, du bricolage à la marge et, surtout, à activer une fois encore le levier fiscal dans des proportions qui ne pourront aboutir qu'à un appauvrissement général et accéléré du pays.

Pire encore : Macron, labellisé libéral par une presse d'incultes et de factieux dogmatiques, s'étant lui-même ouvertement réclamé du libéralisme pendant une campagne toute en nuages conceptuels flous — quand bien même **tout ce qu'il fait n'a rien avoir avec et correspond exactement à ce que la démocratie socialiste offre de plus mou** — va accroître la haine du peuple pour la seule philosophie réellement apte à remettre le pays sur les bons rails. Systématiquement mis devant la fausse équivalence « bricolages de Macron = (turbo)libéralisme » et compte-tenu des résultats minables qui s'empilent, l'électorat n'aura aucun autre choix que le rejet violent de toute évocation d'une diminution de l'emprise de l'État, de réformes drastiques et réelles ou d'assainissement des comptes publics.

Après un quinquennat complet de stupidités hollandaises, nous nous dirigeons droit vers un quinquennat supplémentaire d'âneries sociales-démocrates macroniennes débridées qui achèveront de donner au peuple toutes les raisons de voter pour un [extrême populiste](#).

Ce pays est foutu.